

Un vent d'autonomie sur le Nord de l'Italie

Italie La Lombardie et la Vénétie appelées aux urnes dimanche pour un référendum pour plus d'autonomie.

Valérie Dupont
Correspondante à Rome

La Catalogne veut devenir un Etat indépendant et donc se séparer de l'Espagne, nous, c'est différent, la Vénétie et la Lombardie veulent, avec ce référendum, profiter d'un article de la Constitution italienne qui permet d'obtenir vingt-trois compétences supplémentaires, et donc avoir plus d'autonomie!" Luca Zaia, le gouverneur de Vénétie, répète ce concept à longueur de journée, de Venise à Vérone, en passant par Trévise, il sillonne sa région peuplée de cinq millions d'habitants.

"Ce que j'aime de la Catalogne c'est l'unité", explique Gloria qui vend des objets symboliques de la République de Venise à cette rencontre sur le référendum organisée à Castelnuovo près du lac de Garde. "J'espère que les habitants de Vénétie montreront le même sens de l'unité!"

Pendant une heure, face à une salle comble et attentive, le gouverneur de la Ligue du Nord, réélu avec plus de 50% des voix en 2015, explique pourquoi il souhaite obtenir

plus d'autonomie pour la région. "En obtenant le transfert des vingt-trois compétences prévues par la Constitution, comme la santé, le commerce extérieur, les rapports avec l'Union européenne, les experts disent que neuf dixièmes du résidu fiscal que nous laissons dans les caisses de l'Etat central resteront ici et donc nous aurons plus d'argent pour mieux administrer le terri-

toire." La question fiscale est au centre du référendum. Ensemble, la Lombardie et la Vénétie laissent septante milliards d'euros de résidu fiscal dans les caisses de l'Etat italien. Les deux régions veulent récupérer cet argent, aux dépens de la solidarité avec les régions du Sud de l'Italie.

Le moteur de l'économie italienne

La Lombardie et la Vénétie sont souvent considérées comme les moteurs économiques de l'Italie. La petite ville de Lumezzane, au Nord de Brescia, en est un exemple concret. "Bienvenue dans la ville fabrique", explique Ivan Salvatti, porte-parole des entreprises de Lumezzane, "nous comptons vingt-trois mille habitants et deux mille entreprises!"

Ici, tout le monde va voter en faveur de l'autonomie. Même le bourgmestre, élu du Parti Démocrate qui se dit favorable au référendum pourtant estampillé Ligue du Nord. "Nous poussons tous dans cette direction, non pas pour obtenir plus d'avantages que les autres mais pour avoir plus d'opportunités et renforcer notre rôle de moteur", explique Matteo Zani. Le discours est un peu plus précis au siège de la confédération des petites et moyennes entreprises de Lombardie.

"Nous ne pouvons plus accepter que des régions, historiquement autonomes, comme la Sicile par exemple, gèrent mal l'argent et gaspillent, sans jamais rien verser à l'Etat, tandis que d'autres régions exemplaires, comme la Lombardie, qui ont besoin de plus d'oxygène pour être encore plus compétitives, ne reçoivent rien", explique Eugenio Massetti de la Confartigianato. Il insiste sur le fait que la Lombardie ne veut pas se séparer de l'Italie car ici, les patrons savent que l'étiquette "Made in Italy" fait vendre les produits des manufactures lombardes.

Tout indique que le "oui" devrait l'emporter dimanche, des négociations devraient alors s'ouvrir avec le gouvernement dans les prochains mois, mais le parcours s'annonce difficile. L'histoire enseigne que Rome n'a jamais voulu libérer la poule aux œufs d'or.

Aux urnes

Le référendum des Italiens du Nord

Le référendum sur l'autonomie se tient dimanche 22 octobre en Lombardie et Vénétie, à la demande des deux gouverneurs issus du parti de la Ligue du Nord.

Quinze millions d'Italiens sont donc appelés aux urnes, mais le quorum de 50 % des votants doit être atteint seulement dans la région de Vénétie pour que le référendum soit valide.

En cas de victoire du oui, les deux régions devront demander l'ouverture de négociations avec Rome pour obtenir le transfert de vingt-trois compétences et les budgets correspondants. Les négociations pourraient cependant être torpillées par les élections législatives prévues au printemps 2018 en Italie. **V.D.**, à Rome